

Séance du 22 janvier 2009
Convocation du 16.01.09

Le vingt deux janvier deux mil neuf, à dix neuf heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Claude FREVILLE, Maire.

Etaient présents : M. FREVILLE Claude, M. POTEAU Christian, Mme TESTA-MARTIN Sophie, M. MARTIN Thierry, Melle DIFKO Audrey, M. DEMICHELIS Florent, M. ROMERO DE AVILA Matéo, M. ROL MILAGUET Philippe, Mme WREDE Martine, Mme BERNIER Magali, M. BOIBESSOT Frédéric, Mme HAMEL Catherine, Mme NORET Marie-Christine.

Absents excusés : Madame VIGUIER Pauline
Monsieur FEUILLETIN Erwan

Madame VIGUIER Pauline avait donné pouvoir à Mademoiselle DIFKO Audrey
Monsieur FEUILLETIN Erwan avait donné pouvoir à Monsieur FREVILLE Claude

Secrétaire de séance : Mme TESTA-MARTIN Sophie

Approbation du procès verbal de la réunion du 12 septembre 2008

Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal s'il y a des observations concernant le procès verbal de la réunion du 12 septembre 2008.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le procès verbal du 12 septembre 2008.

Indemnisation de l'agent recenseur

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'au titre de l'année 2009 une enquête de recensement est réalisée conformément à la Loi 2002-276 du 27 février 2002.

Qu'à ce titre, il a désigné par arrêté municipal Melle PLUET Aurélie comme agent recenseur pour la commune et qu'il convient de fixer son indemnisation. Il précise que dans le cadre de ce recensement, l'Etat va verser à la commune une dotation forfaitaire de recensement qui n'est pas affectée. Considérant le travail effectué par l'agent recenseur pour le bon déroulement de cette enquête, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide, à l'unanimité, de verser à Melle PLUET 100% de la dotation forfaitaire de recensement et inscrit le montant de cette indemnisation, au chapitre « charges de personnel » de la commune.

Création d'un livre historique sur Machault

Monsieur le Maire explique qu'il est important de retracer l'histoire de notre commune et de l'imprimer sur un support pour les générations à venir. Il explique que pour cela il faut faire appel à une maison d'édition.

Il présente le devis établi par la maison d'édition Maury Imprimeur. Ce devis s'élève sur la base de 1000 exemplaires à 14,38 euros TTC l'exemplaire pour une parution en 2009. Considérant qu'il est important de créer un livre historique sur la commune, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré accepte, à l'unanimité, la création de cet ouvrage, autorise Monsieur le Maire à signer le contrat avec la maison d'édition, inscrit le montant de cette dépense au budget 2009 de la commune.

Adhésion au CNAS

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à se prononcer sur la mise en place de prestations sociales pour le personnel de la collectivité. Il fait part à l'assemblée de l'existence du Comité National d'Action Sociale pour le personnel des collectivités territoriales (CNAS), association loi 1901 à but non lucratif, créée le 28 juillet 1967, dont le siège est situé 10 bis, Parc Ariane Bâtiment Galaxie – 78284 Guyancourt Cedex.

Vu les articles 70 et 71 de la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale.

Vu l'article 5 de la loi 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la fonction publique territoriale.

Considérant que pour satisfaire aux obligations légales fixées par les articles ci-avant et afin de renforcer la reconnaissance des salariés et l'attractivité de la collectivité. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide, à l'unanimité, d'adhérer au CNAS à compter du 1^{er} janvier 2009, charge Monsieur le Maire de signer la convention d'adhésion au CNAS, autorise le versement au CNAS d'une cotisation égale à 0,74 % de la masse salariale, avec application d'un minimum et d'un maximum par agent salarié, fixés à l'article 27-1 du Règlement de Fonctionnement, inscrit les crédits nécessaires à la dépense au Budget Principal 2009 de la Commune et désigne Madame TESTA-MARTIN Sophie en qualité de déléguée élue.

Plan Local d'Urbanisme

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil municipal les quatre candidatures reçues résultant de l'appel d'offre concernant la recherche d'un bureau d'étude pour l'élaboration du P.L.U. Le Conseil Municipal étudie ces propositions : Groupe ISIS domicilié 39 rue des Vignoles, 75020 Paris-Prix = 46 400 euros H.T

- Société E.U Créal domiciliée Rue Montchavant, 77250 Ecuelles -Prix = 16 000 euros H.T

- Société URBAconseil, domiciliée 1 rue Eichenberger, 92800 Puteaux -Prix = 24 920 euros H.T

- DUTERTRE & Associées, domiciliée 9 rue des Ecoles, 77950 Voisenon -Prix = 22 150 euros H.T

Considérant que la société E.U CREAL, domiciliée Hôtel des Entreprises, Rue Montchavant, 77250 ECUELLES a répondu au mieux aux critères de sélection le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide, à l'unanimité, de retenir la candidature de la société E.U CREAL comme bureau d'étude pour l'élaboration du P.L.U, autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents d'ordre technique, administratif, juridique et financier relatifs à ce marché.

Instauration du principe de PVR sur le territoire communal

Monsieur le Maire explique que la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 « Urbanisme et Habitat » a créé la participation pour voirie et réseaux (PVR) afin de permettre aux communes de faire prendre en charge par les propriétaires le coût d'aménagement des voies et réseaux réalisés en vue de l'implantation de nouvelles constructions. Les dépenses d'équipement pouvant donner lieu à cette participation ont été précisées dans une circulaire du ministère de l'Équipement en date du 5 février 2004 et sont définies à l'article L.332-11-1 du Code de l'Urbanisme.

Il propose donc d'instaurer le principe de cette PVR, sachant qu'une délibération devra intervenir pour chaque projet en précisant les conditions d'application de la PVR sur ledit projet (définition de la voie, descriptif des travaux, montant mis à la charge du propriétaire).

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.332-6-1-2°d), L.332-11-1 et L.3111-11-2.

Considérant que les articles précités autorisent de mettre à la charge des propriétaires fonciers les coûts de construction des voies nouvelles, de l'aménagement des voies existantes ainsi que ceux d'établissement ou d'adaptation des réseaux qui leur sont associés, réalisés pour permettre l'implantation de nouvelles constructions.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, d'instituer sur l'ensemble du territoire communal, la participation pour le financement des voiries et réseaux publics définie aux articles L.332-11-1 et L.332-11-2 du Code de l'Urbanisme.

Montant unitaire de la vacation funéraire

Monsieur le Maire explique que les opérations funéraires mentionnées aux articles R. 2213-53 et R. 2213-54 du Code Général des Collectivités Territoriales effectuées par les agents municipaux assermentés peuvent ouvrir droit à des vacations funéraires, dont le montant est fixé par arrêté du Maire, après avis du Conseil Municipal.

Le montant de cette vacation était fixé à 15,24 euros. Vu la nouvelle loi adoptée par le Sénat et l'Assemblée Nationale relative à la législation funéraire, le montant unitaire devra désormais s'établir entre 20 euros et 25 euros.

Monsieur le Maire propose de fixer le montant unitaire de la vacation funéraire à 25 euros.

Considérant la nouvelle législation le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, émet, à l'unanimité, un avis favorable sur le montant unitaire de la vacation funéraire proposé à 25 euros.

Attribution d'une subvention à la SPA

Le Maire donne lecture, au Conseil Municipal, d'une demande de subvention qu'il a reçu du refuge SPA de Vaux-le-Penil – 77000. Considérant que la commune verse déjà une cotisation forfaitaire à la SACPA. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré refuse, à l'unanimité, d'attribuer une subvention à la SPA

Attribution d'une subvention à la Sécurité Routière

Le Maire donne lecture, au Conseil Municipal, d'une demande de subvention qu'il a reçu de l'association « La Prévention Routière » de Seine et Marne. Considérant qu'il faut encourager et soutenir l'association, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré vote, à 14 voix contre 1, une subvention de 25 euros et inscrit le montant de la dépense à l'article 6574 du budget de l'exercice 2009.

Achat d'un broyeur à branche

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que dans un souci de respect de l'environnement et depuis le partenariat avec l'association AQU'BRIE, les agents de la commune suivent des formations afin de limiter l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des espaces verts, et que dans cette démarche il serait souhaitable de faire l'acquisition d'un broyeur à branche, permettant de faire du paillage et ainsi de limiter l'usage de ces produits pour le désherbage. Il précise qu'une subvention du Conseil Général, de 40% du montant hors taxes, peut-être versée à l'occasion de cet achat. Monsieur le Maire présente les différents devis reçus.

MARQUE	PRIX	Observations
BUGNOT chez Lepatre	19 730 euros	Meilleur rapport qualité/prix
BUGNOT (autre fournisseur)	19 734 euros	Même modèle, plus coûteux
NIDAL	30 500 euros	Trop coûteux
RABAUD	15 305 euros	Inadapté
QUINOT BEAR CAT.	9 350 euros	Inadapté

Considérant que ce matériel est nécessaire pour le travail des agents, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'acheter un broyeur à branches de la marque BUGNOT, chez le fournisseur LEPATRE, autorise Monsieur le Maire à signer le bon de commande pour cet achat, avec la société LEPATRE et Fils, charge Monsieur le Maire de faire la demande de subvention auprès du Conseil Général et Inscrit le montant de la dépense au budget 2009 de la commune.

Protestation contre le manque de salage de la RD227

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les problèmes rencontrés par les administrés sur la RD227, aux sorties du village, suite aux dernières chutes de neige.

Le manque de salage de cette route a causé de nombreuses difficultés aux usagers et a également provoqué de nombreux accidents. Considérant les problèmes rencontrés, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, proteste, à l'unanimité, contre le manque de salage de la RD227 et notamment dans les virages de la Grande Roue et de Chapendu et demande à Monsieur le Maire de faire le nécessaire auprès du Conseil Général.

Questions diverses

Monsieur le Maire précise que la commune pourrait se charger du salage des routes, mais cela nécessiterait l'accord du Conseil Général et un don de sel de leur part.

Monsieur POTEAU Christian informe les membres du conseil qu'il a rencontré des administrés qui se plaignent de la dangerosité du feu d'artifice du 14 juillet. Ces personnes, qui représentent tout le lotissement de la Croix Blanche ont expliqué à Monsieur POTEAU Christian que lorsque le feu était tiré depuis le terrain de football, ils subissaient des retombés de cendres enflammées et de fusées qui endommageaient leurs biens. Monsieur POTEAU Christian s'est engagé au nom du Conseil Municipal à ne plus tirer le feu d'artifice à cet endroit.

Monsieur MARTIN Thierry informe les membres du conseil municipal qu'il souhaite réactualiser le site internet de Machault et que toutes les idées sont les bienvenues pour l'aider dans cette tâche. Monsieur le Maire lui suggère de réunir la commission d'information afin d'en discuter.

Monsieur ROMERO DE AVILA Matéo explique que le Ministère de la Défense souhaite effectuer un regroupement des communes proches pour l'organisation des différentes cérémonies de commémorations de l'année. Les membres du Conseil Municipal ne sont pas d'accord et souhaitent garder une cérémonie de commémoration propre à la commune.

Madame BERNIER Magali explique les problèmes rencontrés avec la société de transport LOSAY, concernant le transport scolaire des enfants entre Machault et Fontainebleau. Le ramassage scolaire n'est pas toujours effectué et les enfants ne peuvent se rendre à l'école. Elle informe qu'une réunion exceptionnelle du Syndicat est prévue le 29 janvier prochain et elle attend les conclusions de cette réunion. Monsieur Le Maire précise que seule la préfecture est habilitée à effectuer les appels d'offres pour le transport des enfants, et donc que la société de transport est imposée par la préfecture. Monsieur AIMAR, Président du syndicat des transports, a contacté le correspondant à la préfecture afin de trouver une solution.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h40.